

Réduction des émissions de CO₂ : la France ne pèse rien

La France est très volontariste, particulièrement en paroles, pour lutter contre le changement climatique et notamment les émissions de CO₂. La COP21, tenue à Paris en 2015 est là pour l'attester. Avec un peu moins de 1% de la population mondiale, la France contribue, directement, pour un peu plus de 1% aux émissions mondiales de CO₂ (nous nous limiterons ici aux émissions de CO₂ bien qu'il y ait d'autres gaz à effet de serre qui contribuent dans une moindre mesure à l'augmentation de ce dernier).

Depuis longtemps la France est, comparée à d'autres pays développés, un bon élève pour ce qui concerne les émissions de CO₂. Ceci vient de ce que sa production d'électricité est issue pour beaucoup de l'énergie nucléaire et de l'hydraulique avec, plus récemment mais pour une faible part, de l'exploitation des énergies intermittentes que sont l'éolien et le solaire. De plus, comme beaucoup d'autres pays développés, la France a fortement délocalisé les émissions de son industrie en faisant fabriquer à l'étranger la plupart de ses biens de consommation ce qui a aussi contribué à réduire ses émissions.

La France s'est donnée comme objectif de réduire de 40% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 1990. Bien que ce soit complètement irréaliste dans la situation économique actuelle, nous allons faire une expérience par la pensée qui suppose qu'une bonne fée transporte d'un coup de baguette magique la France et sa population sur une autre planète similaire à la Terre. Nous allons, avec un calcul de coin de table, évaluer quel serait l'impact de la disparition du pays au niveau de la planète pour ce qui concerne les émissions de CO₂ qui en résultent.

Selon les données du ministère de la transition écologique, les émissions de CO₂ seraient passées de 536 Mt en 1995 à 425 Mt en 2018. On pourrait être satisfait de cette diminution. En fait, ceci ne concerne que les émissions directes de la France. Si l'on tient compte des émissions liées aux importations, puisque beaucoup de choses sont fabriquées hors de France, il y a lieu au contraire de ne pas être satisfait car la somme des émissions directes et indirectes est passée de 623 Mt en 1995 à 749 Mt en 2018. Les émissions résultant des importations ont en effet fortement augmenté en passant de 87 Mt en 1995 à 324 Mt en 2018, résultant en partie de la désindustrialisation de notre pays.

Chaque année, la population mondiale augmente de 89 millions d'habitants : 150 millions de naissances et 61 millions de décès. Cela correspond à une augmentation de 244 000 habitants par jour. Les émissions annuelles de CO₂ issues des activités humaines sont en moyenne de 4,48 tonnes de CO₂ par habitant. Chaque jour, on augmente donc les émissions de CO₂ de 1,1 Mt à cause de l'augmentation de la population. Cela représente environ 400 Mt pour l'année. Ainsi, il faudra moins de deux ans avant que les émissions (directes et indirectes) provenant de la disparition de la France soient compensées par l'accroissement de la population mondiale.

Si maintenant on revient à la réalité et que la France réduise ses émissions de 40%, ce qui semble un défi difficile à tenir d'ici 2030, cette économie en carbone sera compensée en 300

jours par l'augmentation de la population mondiale en tenant compte les émissions directes et indirectes. Si l'on ne considère que les émissions directes, c'est-à-dire faites en France, ce qui est sans doute l'hypothèse prise au niveau gouvernemental, il ne faudra alors que 170 jours.

Cette simple estimation montre que la France n'a aucun poids, hormis moral, au niveau mondial en ce qui concerne les émissions de CO₂. Si elle fait cette réduction seule, cela n'aura comme conséquence que de réduire sa compétitivité économique et d'appauvrir les Français. Seule une réduction réelle (et non seulement souhaitée et affichée) au niveau d'une grande partie de la population mondiale aurait un impact significatif. Or une grande partie de celle-ci n'est pas riche et sa priorité est plus de manger et de se développer que de réduire ses émissions. Ces dernières augmenteront mécaniquement avec leur développement économique. Même dans les pays riches on voit, par suite de la crise que nous traversons, que certains pays, dont la France, rouvrent et construisent des centrales au charbon. C'est notamment le cas de l'Allemagne qui fait cela à grande échelle. On a donc de belles paroles, mais, dans la réalité, seulement une mise en œuvre cosmétique pour faire croire que l'on réduit les émissions de CO₂.